

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 96 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

Abschreibung persönlicher Vorstösse**Classement d'interventions personnelles**

Präsident: Die folgenden persönlichen Vorstösse werden
abgeschrieben:

Postulat Grünig. Ausbau der Panzerabwehr (4. 3. 1970,
Nr. 10 443)

Motion Albrecht, Verstärkung der Panzerabwehr
(5. 12. 1972, Nr. 10 913)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 19.55 Uhr

La séance est levée à 19 h 55

Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance

Donnerstag, 23. Juni 1977, Vormittag

Jeudi 23 juin 1977, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Frau Blunschy

77.028

AHV-Alter. Volksinitiative**Age donnant droit à l'AVS. Initiative populaire**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. März 1977 (BBl I, 1549)

Message et projet d'arrêté du 21 mars 1977 (FF I, 1549)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Oehen

Rückweisung an den Bundesrat mit dem Antrag, einen
Ergänzungsbericht über ein flexibles Rentenalter, insbe-
sondere für die aus Invaliditätsgründen vorzeitig aus dem
Arbeitsprozess Ausscheidenden zu erstellen.

Anträge für die Detailberatung**Titel und Ingress, Art. 1 und 2****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2**Antrag Carobbio**

Die Initiative wird der Abstimmung des Volkes und der
Stände unterbreitet mit der Empfehlung, die Initiative an-
zunehmen.

Antrag Loetscher

Aufrechterhaltung des Postulates 76.320. Herabsetzung
des Pensionierungsalters (8. 10. 76 Loetscher).

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Oehen

Renvoi au Conseil fédéral en l'invitant à présenter un rap-
port complémentaire sur la flexibilité de la limite d'âge
donnant droit à la rente, en particulier pour les assurés
amenés à prendre leur retraite prématurément pour cause
d'invalidité.

Propositions pour la discussion des articles**Titre et préambule, art. 1 et 2****Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 2**Proposition Carobbio**

L'initiative est soumise à la votation du peuple et des can-
tons avec invitation à l'approuver.

Proposition Loetscher

Maintien du postulat 76.320. Abaissement de l'âge de la
retraite (8. 10. 76 Loetscher).

M. Riesen-Fribourg, rapporteur: Périodiquement, le problème de l'âge ouvrant le droit à la retraite se pose. En temps de haute conjoncture, l'on estime généralement que le rythme du travail est accéléré au point de justifier une mise à la retraite prématurée des travailleurs. En période de récession, l'argumentation porte davantage sur la nécessité d'abaisser l'âge de la retraite afin de donner des places de travail aux jeunes touchés par le chômage. D'une manière plus générale, il faut bien admettre que les activités professionnelles sont devenues plus astreignantes, que le rythme du travail s'est très notablement accéléré. D'autre part, les distances à parcourir chaque jour pour pouvoir assurer son gagne-pain se sont considérablement allongées. Avec l'âge du travailleur, les risques d'accidents professionnels s'aggravent. Il est donc indéniable que le problème de l'âge de la retraite mérite étude et solution nouvelles.

C'est intentionnellement que, jusqu'ici, j'ai employé le terme d'«âge à la retraite» et non pas celui d'«âge ouvrant le droit aux rentes de l'AVS», car, dans l'état de notre législation sociale, ces deux notions ne peuvent être confondues, même si elles sont liées l'une à l'autre par des relations complémentaires évidentes. L'initiative qui nous préoccupe maintenant ne se réfère qu'à l'âge ouvrant le droit aux prestations de l'AVS. L'acceptation de l'initiative aurait des conséquences sur l'assurance-invalidité, en ce sens qu'elle apporterait un allègement à cette dernière institution et entraînerait en contrepartie une charge supplémentaire pour l'AVS. Pour réaliser la compensation, il faudrait reviser la loi qui fixe les cotisations à l'AVS.

Toujours dans l'hypothèse de l'acceptation de l'initiative, il n'est pas du tout certain que le problème des places de travail trouverait une solution favorable, car l'automatisme de l'initiative quant à l'âge du droit aux prestations n'entraînerait pas automatiquement l'obligation pour le nouveau bénéficiaire de rentes AVS de quitter définitivement la vie professionnelle active.

Ces arguments défavorables à l'initiative doivent être placés dans le contexte politique actuel. A cette lumière-là, l'évidence d'une recommandation de rejet s'impose plus nettement encore.

Inutile de vous rappeler que nous sommes au lendemain du 12 juin. La situation des finances fédérales ne nous permet pas, hélas! de donner suite à nos élans de générosité et encore moins à un perfectionnisme social dont nous pourrions supporter le prix. Notre Parlement, soutenu par la volonté populaire a fait, depuis 1948, d'une très modeste institution de prévoyance vieillesse, l'AVS actuelle dont nous pouvons tous être fiers, à juste titre. Cette œuvre mérite notre soutien vigilant; les objectifs de consolidation de la 9e révision doivent, en dépit du rejet du paquet financier, rester prioritaires. Les débats relatifs à cette 9e révision nous ont démontré que la consolidation financière de l'AVS exigeait une contribution fédérale plus substantielle qu'elle ne l'est actuellement. C'est la condition *sine qua non* du maintien des rentes et de leur adaptation future à l'évolution du coût de la vie.

Dans un tel contexte politique, notre position quant à l'initiative ne peut être autre que négative. Son acceptation équivaldrait à mettre en danger l'AVS et à rendre inopérants les effets de consolidation de la 9e révision, pour autant encore que cette dernière aboutisse maintenant, car les auteurs de l'initiative ne se sont pas beaucoup préoccupés du financement des charges supplémentaires consécutives à un abaissement de l'âge donnant droit aux rentes. De telles préoccupations n'étaient certes pas aussi évidentes en 1973, au moment du lancement de l'initiative, qu'elles ne le sont devenues aujourd'hui.

Dans ces conditions, les auteurs de l'initiative, qui s'élèvent en d'autres occasions contre les dépenses somptuaires de la Confédération, devraient se rallier à l'évidence et la retirer avant la votation; mais il est inutile de nous faire des illusions à ce propos. Le corps électoral

devra se rendre aux urnes et nous devons, une fois de plus, lui recommander le rejet.

Votre commission s'est donc ralliée aux termes du projet d'arrêté et vous propose de l'accepter à votre tour. Cette décision fut prise par 13 voix contre 0, avec 4 abstentions. Durant ses débats, la commission fut obligatoirement confrontée au problème de l'introduction d'un âge flexible pour l'ouverture du droit aux prestations. Ce problème avait été posé, je vous le rappelle, le 4 octobre 1972, par un postulat défendu par Mme Nanchen, conseillère nationale. Le Conseil fédéral avait accepté ce postulat. Il est resté sans suite jusqu'à aujourd'hui.

A l'occasion de notre détermination quant à l'initiative POCH-PSA, on pouvait se demander s'il ne serait pas opportun d'introduire la flexibilité de l'âge, à titre de contre-projet, à l'initiative. Une telle proposition fut repoussée en séance de commission par 12 voix contre 5, mais il faut le souligner: le Conseil fédéral, par le truchement de M. Hans Hürlimann, a confirmé l'engagement qu'il avait pris dans le message relatif à la 9e révision de l'AVS, à savoir que le problème de la flexibilité de l'âge serait étudié dans toute son ampleur en vue de la 10e révision. C'est au moment de cette dernière que les Chambres pourront donc décider, et cette fois en toute connaissance de cause, si le principe de la flexibilité de l'âge de la retraite peut être introduit dans l'AVS. Par ailleurs, l'idée d'un contre-projet serait difficilement réalisable pour des raisons de temps, de délai. Pour y arriver, les Chambres devraient accorder la prolongation d'une année du délai, ceci conformément à l'article 29, chiffre 3, de la loi sur les rapports entre les conseils et, même dans ce cas, le temps serait extrêmement court car l'introduction du principe de la flexibilité de l'âge ne peut pas être improvisé; au contraire, elle exige des calculs financiers et actuels, longs et compliqués. Dans ces conditions, la majorité de la commission estime que l'idée d'un contre-projet ne peut pas être retenue.

Nous serons tout à l'heure confrontés à une proposition de M. Oehen qui n'est rien d'autre que la reprise de l'idée de base du postulat de Mme Nanchen, d'octobre 1972. A ce propos, nous pouvons constater que, non seulement les Apôtres mais aussi Mme Nanchen bénéficient, à l'occasion, du concours encombrant d'ouvriers de la onzième heure.

Je ferai encore une autre constatation à ce sujet: l'évolution de M. Oehen du national au social est certes intéressante si ce n'est réjouissante, mais toute évolution doit être soigneusement suivie et observée; nous ne manquons donc pas de le faire.

En conclusion, je vous propose, au nom de la commission, d'entrer en matière, d'accepter le projet d'arrêté avec recommandation de le rejeter.

Auer, Berichterstatter: Die Initiative wurde im Wachstums-taumel der Hochkonjunktur, zu Beginn des Jahres 1974, entworfen und im April 1975 eingereicht, also zu ganz anderer Zeit. Sie trägt rund 56 000 gültige Unterschriften, ist gemeinsam von den Progressiven Organisationen der Schweiz (POCH) und dem Partito Socialista Autonomo (PSA) lanciert worden und enthält eine Rückzugsklausel. Die Initiative verlangt eine Ergänzung der Bundesverfassung in Artikel 34 – dem AHV-Artikel –, es sollen ihr zufolge Männer bereits nach vollendetem 60. Altersjahr (heute 65.) und Frauen bereits nach dem 58. Altersjahr (heute 62.) Anspruch auf die AHV-Rente erhalten; es wird also eine Herabsetzung des Rentenalters bei den Männern um fünf und bei den Frauen um vier Jahre gefordert. Die Ehepaarsrente soll ausbezahlt werden, wenn der Gatte 60 Jahre alt ist (heute 65) und die Gattin entweder 58 Jahre alt (heute 62) oder mindestens zur Hälfte invalid ist, eine Bestimmung, die auch heute gilt.

Die AHV-Altersgrenze ist bisher nicht im Verfassungsartikel, sondern im Bundesgesetz über die AHV festgelegt. Während diese Grenze für Männer seit Bestehen der AHV

unverändert geblieben ist, hat sie der Gesetzgeber bei den Frauen – wo sie früher ebenfalls 65 Jahre betrug – 1957 auf 63 und Anno 1964 auf 62 Jahre herabgesetzt. Weil wir im Bund die Gesetzesinitiative nicht kennen, haben die Initianten den Weg der Verfassungsänderung beschritten. Dabei haben sie einen kleinen Fehler begangen, was eigentlich bei einer Partei mit so vielen Intellektuellen und Söhnen aus besseren Bürgerhäusern überrascht: Sie vergassen, bei den vorgeschlagenen Uebergangsbestimmungen beizufügen, dass die Abänderung oder Ergänzung eines Verfassungsartikels nicht nur der Zustimmung des Volkes, sondern auch jener der Stände bedarf. An der rechtlichen Gültigkeit der Initiative ändert dies freilich nichts.

Nachdem die AHV/IV-Kommission schon im September letzten Jahres einstimmig beschlossen hat, das Volksbegehren abzulehnen, empfiehlt der Bundesrat mit seiner Botschaft vom 21. März dieses Jahres dasselbe und verzichtet auf einen Gegenvorschlag. In der Kommission des Nationalrates, die am 25. Mai tagte, ist die Initiative von den Sprechern aller Parteien abgelehnt worden. Die Kommission beantragt einstimmig – bei vier Enthaltungen –, dem Antrag des Bundesrates zu folgen.

Hauptgrund der Ablehnung sind vorerst die finanziellen Konsequenzen. Zwar könnte die Prämie für die Invalidenversicherung leicht vermindert werden; zusammen mit der AHV aber würde die Gesamtprämie um rund 3 Prozent ansteigen, d. h. der jetzige AHV/IV-Prämiensatz würde von 10 auf 13 Prozent heraufgesetzt werden müssen. Eine solche Prämienhöhung – rund 2,4 Milliarden Franken für zusätzlich 280 000 Rentenbezüger, heute rund 900 000 – könnte nur durch einen entsprechenden Beitrag aus der Bundeskasse vermieden werden. Aber es sind, wie Sie wissen, nicht einmal heute die Bundesbeiträge an die AHV finanziell gesichert. Wo wären zusätzlich rund 2,4 Milliarden Franken herzunehmen?

Eine andere Möglichkeit der Finanzierung bestände darin, die Renten gesamthaft um rund ein Viertel zu senken, aber daran denkt ja wohl im Ernst niemand. Bezeichnenderweise verlieren die Initianten weder in der Initiative noch in den Kommentaren dazu auch nur ein Wort über die finanziellen Konsequenzen. «Ueber die Kosten zu sprechen», so stellt die «AZ» dazu fest, «dazu sind sich – wie Leute reicher Familien – die POCH zu vornehm; solche Kleinigkeiten arrangieren sich von selber» («AZ» vom 19. April 1977).

Ob Finanzierung via Lohnprozente oder via Steuergelder: Die zusätzlich notwendigen Mittel müssen jedenfalls vorerst erarbeitet werden. Die Stagnation der Wirtschaft führt uns drastisch vor Augen, dass Wachstum die erste und wichtigste Voraussetzung ist, um den Sozialstaat auszubauen. Das sollten wir auch im Hinblick auf die 2. Säule und die Revision der KUVG sehen, zwei Anliegen, die uns wahrlich wichtiger erscheinen, deren Erfüllung aber wiederum wirtschaftliches Wachstum oder aber Verzicht auf anderen Gebieten voraussetzt – sei es durch Abbau anderer öffentlicher Leistungen, oder sei es durch vermindernden Konsum als Folge höherer Steuern.

Abgesehen von den finanziellen Aspekten: Wäre eine generelle Herabsetzung des Rentenalters sinnvoll? Eine solche könnte im übrigen im Gesetz vorgenommen werden, eine Verfassungsänderung wäre hierfür nicht notwendig. Der Bundesrat vertritt die Auffassung, dass das von den Initianten angenommene Absinken der Arbeitsfähigkeit – die Beanspruchung der Arbeitnehmer sei grösser als früher, argumentieren die Initianten – nicht verallgemeinert werden dürfe. Generell bestätigt dies die nach wie vor steigende mittlere Lebenserwartung: Männer im Alter von 65 Jahren hatten 1948 noch eine durchschnittliche Lebenserwartung von 12,4 Jahren. Diese stieg während der nachfolgenden 20 Jahre auf 13,3 Jahre an und wird sich gemäss Extrapolation der Volkssterbetafeln bis 1991 auf 14,2 Jahre erhöhen. Bei den Frauen, die offenbar nach wie vor vernünftiger leben als wir Männer, stiegen die entspre-

chenden Werte 1948–1968 sogar von 16,2 auf 18,7 Jahre an. Im Jahre 1991 darf eine 62jährige Frau eine mittlere Lebensspanne von 21 Jahren erwarten. Mit anderen Worten: 65jährige Männer werden durchschnittliche 79,2 Jahre alt, 62jährige Frauen durchschnittlich 83 Jahre.

Versicherte, deren Erwerbstätigkeit unter 50 Prozent sinkt, haben bereits heute, vor Erreichung des AHV-Alters, Anspruch auf eine Invalidenrente, Anspruch auch auf eine volle Altersrente, wenn die Erwerbsfähigkeit auf einen Drittel absinkt. Härtefälle können überdies durch Ergänzungsleistungen gemildert werden.

Es sprechen aber nicht nur finanzielle, sondern auch soziale, psychologische und – *horribile dictu* – soziologische Momente gegen eine generelle Herabsetzung des Rentenalters; denn die Erfahrungen des täglichen Lebens zeigen, dass im allgemeinen die Erwerbstätigen nur ungern aus dem Arbeitsprozess ausscheiden. Durch die generelle Herabsetzung des Rentenalters würden übrigens nicht automatisch Arbeitsplätze frei, denn kein AHV-Rentner – in welchem Alter er auch stehe – kann zur Aufgabe seiner bisherigen Erwerbstätigkeit gezwungen oder von der Aufnahme einer neuen abgehalten werden. Die aktuellen Erfahrungen in der Rezession lehren im übrigen, dass das Ausscheiden von älteren Arbeitnehmern nicht unbedingt zu zusätzlichen Arbeitsplätzen für die nachfolgende Generation führt.

Die Initiative geht über die individuellen Bedürfnisse des Menschen hinweg. Diese können allenfalls durch die Festlegung einer flexiblen Altersgrenze berücksichtigt werden. Dies verlangt ein von Frau Gabrielle Nanchen 1972 eingereichtes und vom Rat überwiesenes Postulat. Der Bundesrat hat in seiner Botschaft zur 9. AHV-Revision (76.065 vom 7. Juli 1976, Seiten 40 f.), die wir soeben behandelt haben, in Aussicht gestellt, dieses Begehren – es lässt sich aus finanziellen, aber auch aus anderen Gründen gar nicht so einfach realisieren – zusammen mit anderen Wünschen zur AHV bei einer späteren Revision zu prüfen. Auch dann, und nicht nur bei einer generellen Herabsetzung des Rentenalters, stellen sich im übrigen verschiedene heikle Fragen bezüglich beruflicher Vorsorge, Arbeitslosen- und Krankengeldversicherung. All dies greift ineinander über.

Die Kommission beantragt Ihnen, die Initiative abzulehnen und dem Bundesbeschluss, wie er auf Seite 14 der Botschaft enthalten ist, zuzustimmen. Es liegt ein Antrag von Herrn Oehen vor, die Vorlage zurückzuweisen. Dieser Antrag wurde bereits in der Kommission von anderer Seite gestellt und ist dort abgelehnt worden, eben weil ein Postulat betreffend flexibler Altersgrenze hängig ist und der Bundesrat bei der 9. AHV-Revision dessen Prüfung zugesichert hat. Dann hat bereits früher, im Oktober 1976, Kollega Loetscher ein Postulat eingereicht, der Bundesrat möge prüfen, ob man das AHV-Alter bei den Männern und bei den Frauen je um ein Jahr herabsetzen könnte. Der Bundesrat beantragt, dieses Postulat abzuschreiben. Die Kommission hat diesem Antrag nicht opponiert. Herr Loetscher hält das Postulat aufrecht. Wir haben darüber zu entscheiden.

Oehen: Mein Antrag ist Ihnen bereits letzte Woche ausgeteilt worden. Es geht darum, dass ich einen Ergänzungsbericht möchte, der die Probleme eines flexiblen Rentenalters behandelt. Man kann also nicht von einem Gegenvorschlag sprechen, aber von einer Darstellung der Möglichkeiten und Absichten, die auf dem Gebiete der AHV heute vorhanden sind. Ich gehe mit dem Bundesrat einig, dass eine generelle Herabsetzung des Rentenalters auf 60 bzw. 58 Jahre aus finanziellen und sozialen Gründen nicht in Frage kommen kann. Die längere Lebenserwartung und die Gestaltungsprobleme des dritten Lebensabschnittes für viele Menschen, die in ihrem Berufe volle Erfüllung gefunden haben, lassen eher den Gedanken wach werden, die Pensionierungsgrenze nach oben zu verschieben, oder besser: sie grundsätzlich flexibel zu gestalten. Unter Flexibilität verstehe ich also nicht eine Einbahnstrasse nach

unten, sondern auch die Möglichkeit der Hinausschiebung des Beginns des Ruhestandes nach oben. Die AHV wird dabei insofern tangiert, als die Frage zu prüfen wäre, ob nicht die Prämienpflichtigkeit des Erwerbseinkommens nach dem 65. Altersjahr zugunsten einer reduzierten Rente fallengelassen werden könnte. Das eigentliche Anliegen meines Antrages sind aber die unbekannte Zahl Mitmenschen, die ausserhalb jener 27 000, die im Alter zwischen 60 und 65 Jahren bereits eine IV-Rente beziehen, mit dem Blick auf die nahende Altersgrenze, auf den oft genug mühsamen Weg zur Anerkennung ihrer Invalidität angesichts ihrer abnehmenden Kräfte verzichten und in ihrem Erwerbsleben durchzuhalten versuchen. Allzuoft ist diesen Mitmenschen dann kein geruhsamer Lebensabend mehr vergönnt. Ihre Todesanzeige erscheint in ihrem Leibblatt oft schon im ersten Jahr nach der Pensionierung. Es kann kein Zweifel darüber bestehen, dass unsere Gesellschaft mit ihren industriellen Strukturen im Berufsleben merkwürdige Klassengegensätze geschaffen hat. Mörderische Stresspositionen und angenehme arbeitsökologische Nischen wechseln in bunter Folge. Zusammen mit den übrigen Lebensumständen wächst deshalb um das 60. Altersjahr die absolute Zahl jener, die nur noch mühsam ihre Aufgabe bewältigen und sich recht eigentlich über die Runden quälen, ohne vielleicht in jedem Fall das Kriterium der Invalidität zu erfüllen.

Mit der statistisch feststellbaren Lebenserwartung wird die volle Wahrheit über die sozialen Zustände auf diesem Gebiet eben nicht erfasst. Man müsste sich daneben immer auch Gedanken machen über die Zahl Frühinvaliden bzw. Chronischkranker oder Invaliden, die nicht selten ein recht langes Leben haben dank den Kenntnissen und Möglichkeiten unserer modernen Medizin. Für alle diese Fälle – so scheint mir – müsste eine Lösung gefunden werden, die eine vorzeitige Aufnahme in die AHV ermöglichen sollte. Dabei würde es allerdings kaum eine Rolle spielen, wenn diese Rentnergruppe der IV statt der AHV zugewiesen würde, sollte dies aus Konsequenzgründen als vorteilhafter erscheinen, was immerhin denkbar wäre. Es wäre in diesem Falle aber z. B. zumindest ein vereinfachtes Aufnahmeverfahren in die IV für Antragsteller über 60 Jahre vorzusehen, die also bereits als invalid zu gelten haben.

Der Uebergang zur AHV ist ja dann ohnehin lediglich ein Verwaltungsakt ohne grössere Umstände. Daneben sollte aber sicher die Möglichkeit eröffnet werden, dass z. B. ab 60. Altersjahr auf Wunsch der betreffenden Personen mit einer bescheideneren Rente vorzeitig die AHV bezogen werden könnte. Versicherungstechnisch liesse sich zweifellos ohne allzu grosse Mehrkosten eine Lösung dadurch finden, dass die reduzierte Rente dann noch eine entsprechende Zahl Jahre über das 65. Altersjahr beibehalten würde.

Wieso verbinde ich mein Anliegen mit einem Rückweisungsantrag der heutigen Vorlage und nicht mit einem persönlichen Vorstoss? Wir haben, wie Sie aus der Unterlage und soeben gehört haben, entsprechende Vorstösse überwiesen. Es ist also nicht nötig, den Gedanken neu zu formulieren; er muss nun lediglich ernsthaft bearbeitet werden. Mir scheint, es wäre jetzt an der Zeit, diese Studien mit mehr Druck voranzutreiben. Wenn Sie meinem Rückweisungsantrag zustimmen, wird dies zwangsläufig geschehen. Für alle jene, denen die Probleme um eine flexible Altersgrenze für AHV-Rentner ein ernstes Anliegen bedeuten – ich weiss, dass es in unserem Volke deren nicht wenige sind –, bedeutet der vorliegende Bundesbeschluss eine herbe Enttäuschung; denn mit dem besten Willen kann den Interessierten aufgrund der gegenwärtigen Situation keine Lösung in Aussicht gestellt werden. Aufgrund dieser Enttäuschung könnte ein Abstimmungsergebnis zustande kommen, das als Auftrag für die Zukunft gewertet werden müsste, bei späteren Revisionen generell tiefere, also fixe Altersgrenzen festzulegen. Dies sollten wir aufgrund der eingangs erwähnten Ueberlegungen wenn immer möglich vermeiden. Mit einem Bericht oder vielleicht sogar mit einer Absichtserklärung, wie die anstehenden

Probleme im Sinne eines flexiblen Rentenalters in unserem System gelöst werden könnten, wäre es zweifellos möglich, die zukünftige Diskussion zu versachlichen. Nach der von mir skizzierten Idee brauchte die AHV eben nicht mehr oder nicht wesentlich mehr belastet zu werden.

Mir scheint also, es würde sich lohnen, heute das Geschäft zurückzuweisen, mit dem Auftrag, zuerst einen Zusatzbericht über diese ganze Frage zu erstellen, die dann im Abstimmungskampf auch entsprechend ausgewertet werden könnte. Im Interesse dieser politisch-taktischen Ueberlegungen, aber auch mit dem Blick auf das wirkliche und echte Anliegen zahlreicher Menschen bitte ich Sie, meinem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

M. Gautler: Le groupe libéral et évangélique votera l'arrêté fédéral invitant le peuple et les cantons à rejeter cette initiative.

Il nous paraît évident que cette initiative poserait des problèmes financiers et économiques absolument insolubles à l'heure actuelle, surtout après ce que nous avons discuté lors de la neuvième révision de l'AVS et après le vote du 12 juin dernier. Le message nous le dit: «Il serait nécessaire, pour réaliser cette initiative, d'augmenter les cotisations de 3,3 pour cent de salaire.» Je pense que cela est impossible étant donné la situation économique actuelle; ce serait porter un coup de grâce au deuxième pilier. Il n'est pas question non plus de pouvoir augmenter la contribution de la caisse fédérale. On se demande déjà comment elle pourra payer la part que lui impose la 9e révision de l'AVS. La seule possibilité qui resterait serait de diminuer les rentes mais il faudrait les diminuer de 23 pour cent selon le message. Je pense que cela n'est pas acceptable non plus. Et puis même si on le faisait, cela ne résoudrait pas le problème qui se poserait à ce moment-là pour le deuxième pilier, qui devrait adapter aussi l'âge de la retraite à 60 ans. Donc il y a toutes les raisons, comme l'ont dit les rapporteurs, de dire «non» à cette initiative.

Par contre, nous sommes favorables à l'étude d'une certaine flexibilité de l'âge de la retraite mais sous certaines conditions. Il faudrait que cette flexibilité n'entraîne pas des coûts supplémentaires comparables à ceux de l'initiative. Le seul moyen à ce moment-là serait de prévoir des rentes anticipées qui seraient inévitablement plus faibles que les rentes reçues à 65 ou 62 ans, sinon on aurait à faire face aux mêmes problèmes qu'avec l'initiative.

La seconde condition qui nous paraît nécessaire est qu'il soit procédé à une étude actuarielle sérieuse et complète des conséquences de cette flexibilité. Le Conseil fédéral le dit dans le message, M. Hürlimann nous l'a répété à la commission, cette flexibilité pourrait être envisagée avec la 10e révision de l'AVS. Pour ma part, je crois que c'est vraiment un peu tardif parce que je ne pense pas que la 10e révision de l'AVS soit prévue pour les deux années qui viennent. Il faudra d'abord que nous digérons la neuvième avant de pouvoir songer à la dixième.

Je ne pense quand même pas, à l'autre extrême, que l'on puisse suivre la proposition de M. Oehen, car renvoyer le tout au Conseil fédéral en lui demandant un rapport sur la flexibilité amènerait à une collision de délais. Je m'explique: nous devons prendre position sur cette initiative, en raison des délais imposés par les lois, d'ici le mois d'avril 1978. Or, d'ici là, il reste environ neuf mois. Il semble que c'est trop court pour pouvoir mettre au point une décision ou un projet sur la flexibilité de l'âge de la retraite. Mais je voudrais suggérer au Conseil fédéral et à M. le conseiller fédéral Hürlimann de nous faire une proposition ou tout au moins un rapport entre le délai de neuf mois que voudrait M. Oehen et celui de x années que prendra la 10e révision. Je me demande si le Conseil fédéral ne pourrait pas répondre au postulat de Mme Nanchen dans un délai d'environ deux ans, ce qui permettrait d'avoir un délai moyen.

Voilà les raisons qui font que le groupe libéral et évangélique votera les propositions du Conseil fédéral.

Bommer: Im Namen der CVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, diese Volksinitiative ohne Gegenvorschlag vor Volk und Stände zu bringen und deren Ablehnung zu empfehlen.

Wir haben letzte Woche die 9. AHV-Revision mit einiger Mühe beschlossen und damit den Willen bekundet, dieses grosse Sozialwerk wieder auf eine solide finanzielle Grundlage zu stellen. Wie das gelingen wird, nachdem eine Voraussetzung dafür, nämlich das Finanzpaket, keine Gnade gefunden hat, ist eigentlich noch vollständig offen. Auf jeden Fall ist eine dauerhafte Konsolidierung auf dem heutigen Stand der Leistungen nur möglich, wenn die öffentliche Hand in die Lage versetzt wird, die ihr zugemuteten Beiträge aufzubringen.

Nun will die POCH-Initiative in dieser schwierigen finanziellen Situation das AHV-Alter generell und ganz massiv herabsetzen. Die Annahme der Initiative würde zu einer grossen Vermehrung der Rentenbezüger führen, deren Renten von einer immer kleiner werdenden Zahl von Prämienszahlern aufzubringen wären. Die finanziellen Auswirkungen einer solchen Revision haben die Initianten offenbar kaum ernsthaft erwogen, es wäre denn, sie gingen bewusst darauf aus, das grosse Sozialwerk zu demontieren. Eine Finanzierung des Vorhabens wäre nur durch ganz massive Zuschüsse des Bundes möglich, oder dann müssten die Lohnprozente um insgesamt 3,1 Prozent erhöht werden. Würde man das nicht tun, dann müssten die Renten um etwa ein Viertel gekürzt werden. Aus wirtschaftlichen, politischen und vor allem aus finanziellen Gründen können solche Massnahmen nicht in Frage kommen.

Es ist uns klar, dass die AHV jetzt keine Experimente trägt, vielmehr müssen wir dem Volk bewusst machen, dass die AHV von einer finanziellen Krise bedroht ist und dass schon das Bemühen um eine Konsolidierung ein Fortschritt ist, der sich nicht von selbst einstellen wird. Grosse Teile des Volkes, auch Rentner, sehen heute ein, dass Zurückhaltung mit neuen Forderungen durchaus am Platze ist. Die finanzielle Situation würde eigentlich eine Entwicklungstendenz rechtfertigen, die den Forderungen der Initiative entgegenläuft. Unter Berücksichtigung des Anstiegs der mittleren Lebenserwartung müsste man eigentlich eher eine Erhöhung des AHV-Alters ins Auge fassen, und man müsste auch bei den Frauen wieder zu einer Gleichstellung mit den Männern zurückkehren, wie das vor den fetten Jahren ja bekanntlich als Selbstverständlichkeit galt.

Wenn sich die Initianten von ihren Vorschlägen ein vermehrtes Freiwerden von Arbeitsplätzen für jüngere Arbeitskräfte versprechen, so ist eine solche Folgerung noch keineswegs erwiesen. Wir stellen ja bereits bei der heutigen Situation auf dem Arbeitsmarkt fest, dass trotz grossem Angebot an offenen Stellen noch eine beachtliche Zahl von Arbeitslosen vorhanden ist. Sie finden wegen mangelnder Mobilität oder wegen ungeeigneter beruflicher Qualifikation keine Stelle, obwohl theoretisch gesehen genügend Arbeitsplätze vorhanden wären.

Sicher ist auch, dass bei früherer Pensionierung nicht alle freiwerdenden Arbeitsplätze wieder besetzt würden, vielmehr würde das Ausscheiden der älteren Arbeitskräfte zu vermehrten Rationalisierungsmassnahmen in den Betrieben führen, und ausserdem könnte eine Reduktion von Arbeitsplätzen, die vorher aus Rücksicht auf langjährige Mitarbeiter unterlassen wurde, in diesem Moment elegant und ohne Aufsehen vorgenommen werden.

Weiter ist zu bedenken, dass den meisten Leuten die Arbeit einen wesentlichen Teil ihres Lebensinhaltes bedeutet und dass ihr Schritt zur Pensionierung oft ernste Probleme mit sich bringt. Er bedeutet für sie in den meisten Fällen nicht «Befreiung von unbefriedigender Arbeit und von jahrzehntelanger Ausbeutung», wie es die POCH in ihrem roten Büchlein darstellt. Wenn wir wirklich den Menschen in den Mittelpunkt stellen wollen, dann dürfen wir ihn nicht gegen seinen Willen, ohne Not und abrupt aus seinem

Wirkungskreis herausreissen, in dem er ein Leben lang verwurzelt war. Die längere Lebenserwartung und das Aufgeben der Tätigkeit in einem geregelten Tagesablauf werden uns in nächster Zeit noch ungeahnte soziale Probleme aufgeben.

Wenn wir, wie es die Initiative verlangt, das Rentenalter in der Verfassung fixieren, wird unsere Beweglichkeit auf diesem Gebiete ganz ausserordentlich erschwert. Die vergangenen Jahre haben gezeigt, dass wir an der Festlegung auf Gesetzesstufe unbedingt festhalten müssen. Die äusseren Bedingungen werden auch in Zukunft Anpassungen nicht ausschliessen. Diese müssen unter Beachtung der eindeutigen Verfassungsgrundsätze im Gesetz vorgenommen werden können.

Auch der Antrag von Herrn Kollega Oehen, dem eine gewisse Berechtigung nicht abgesprochen werden kann, darf aus den gleichen Gründen nicht mit dieser Verfassungsinitiative in Verbindung gebracht werden, besonders da er ja nur einen Bericht des Bundesrates verlangt. Die Frage des flexiblen Rentenalters deutet bereits auf die Bereitschaft hin, in Zukunft wesentliche Mehrausgaben in Kauf zu nehmen. Dieser Eindruck muss bei der heutigen Finanzlage unbedingt vermieden werden.

Nachdem heute – ganz abgesehen von der unerwünschten Initiativenflut – auch in materieller Hinsicht allgemein die Auffassung besteht, dass die Initiative abgelehnt werden muss; wollen wir diesen Schritt nun ganz eindeutig und kompromisslos tun. Ich bitte Sie also, dem Vorschlag von Bundesrat und Kommission zu folgen und das Initiativbegehren ohne Gegenvorschlag abzulehnen.

M. Dafflon: L'abaissement de l'âge de la retraite est, avec la sécurité économique de la vieillesse, l'une des plus anciennes revendications du mouvement ouvrier et ceci pour l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels. C'est au début de ce siècle, plus particulièrement à la fin de la première guerre mondiale, que fut établi, à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes, l'âge auquel on pouvait espérer avoir droit à la retraite. S'il est réel que, depuis cette époque, l'espérance moyenne de vie de la population a sensiblement augmenté, il n'en est pas moins vrai que, depuis plus d'un demi-siècle, la production et la productivité ont plus que décuplé.

Aujourd'hui, certaines administrations ou collectivités publiques ont admis le principe de l'abaissement de l'âge de la retraite et font en sorte que le personnel cesse son activité à 62 ans, à 60 ans, voire, lors de travaux pénibles et dangereux, à 57 ans. Si certains travailleurs désirent conserver un emploi au moment de la retraite, pour la plupart la raison en est qu'ils ne peuvent vivre avec leur seule rente-vieillesse. Le fameux deuxième pilier, tant promis, qui devait les mettre à l'abri du besoin, ne demeure qu'un rêve et ce n'est pas demain qu'il sera prêt à remplir son rôle. Si certains veulent continuer à travailler après l'âge de la retraite, lorsque la rente sera suffisante – si elle le devient un jour – il faudra alors envisager d'aménager la sécurité sociale de la vieillesse dans le sens d'un abaissement de l'âge de la retraite, puisque, déjà aujourd'hui, il est possible de différer jusqu'à 70 ans l'ouverture du droit à la rente. Il faut parvenir à une application beaucoup plus souple de la loi car le problème de la retraite comporte non seulement un aspect matériel, mais aussi – et c'est très important – un aspect social et psychologique, comme conséquence de l'arrêt de l'activité de l'individu, et enfin un aspect économique, celui de son financement, qui n'est pas à négliger. En outre, il ne faut pas oublier ceux qui ne peuvent plus continuer à travailler et qui, sans être invalides, sont usés. N'étant plus une source de profit pour leur employeur, ils sont congédiés avant l'âge fatidique de 60 ans pour les femmes ou de 65 ans pour les hommes.

Dans son message, le Conseil fédéral déclare qu'en vertu des dispositions actuelles, les assurés dont la capacité de gain tombe au-dessous de 50 pour cent avant qu'ils n'aient atteint l'âge de la retraite, peuvent prétendre à une

rente d'invalidité. A l'en croire, il suffirait de se présenter aux guichets ad hoc, muni d'un certificat médical attestant l'invalidité, pour être mis au bénéfice d'une rente. C'est méconnaître la réalité ou, ce qui est plus grave, c'est fermer les yeux sur ce qui se passe réellement. L'ouvrier ou l'employé qui n'a plus un rendement suffisant reçoit tout simplement son congé, en dépit parfois de très nombreuses années de bons et loyaux services dans l'entreprise. Tous les prétextes sont alors bons à ce renvoi: cessation d'activités dans tels secteurs, suppression de tels services, restructuration de l'entreprise, etc.

Quand il s'agit d'obtenir une rente-invalidité, qu'elle soit de 50 pour cent ou de 100 pour cent, l'assuré se trouve alors devant une véritable et pénible épreuve, tant les chicanes administratives dressées devant le requérant sont nombreuses. A cela s'ajoutent des lenteurs scandaleuses pour la constitution des dossiers. L'on peut citer des pays où l'abaissement de l'âge de la retraite a été réalisé, la République fédérale d'Allemagne – mentionnée dans le message –, où la loi tient compte des conditions particulières des assurés ainsi que des conditions économiques du pays.

Le Parti du travail soutient le principe de l'abaissement de l'âge à la retraite, mais nous pensons que, dans l'état actuel de la législation sociale, la question est encore prématurée. Nous comprenons parfaitement l'impatience de certains assurés, mais à quoi cela leur servirait-il de recevoir une retraite AVS avant l'âge si la rente qui leur est versée se situe nettement au-dessous du minimum vital? Cet état de fait se trouvera encore aggravé par le projet du deuxième pilier dont le taux de cotisation sera très élevé et le droit à la rente complète obtenu seulement après vingt ans de cotisation. Le Parti du travail, chacun s'en souvient, avait porté l'accent sur le premier pilier de notre assurance-sociale vieillesse, en préconisant sa transformation en retraite populaire. Quoiqu'elle n'ait pas été acceptée, ce qui se passe avec la mise sur pied du deuxième pilier, ce qui vient de se passer avec la 9e révision de l'AVS, les lenteurs qui président à l'élaboration d'une véritable sécurité sociale de la vieillesse, tout nous prouve que le principe de la retraite populaire auquel il faudra bien revenir était et reste la véritable solution. C'est dans cette direction, qu'il considère comme prioritaire, que va œuvrer le Parti du travail.

En ce qui concerne le projet qui nous est soumis aujourd'hui, nous préconisons son renvoi au Conseil fédéral afin qu'il propose aux Chambres un nouveau projet tenant compte d'une flexibilité de l'âge de la retraite, sans que les droits des assurés s'en trouvent diminués.

Eng: Die freisinnig-demokratische Fraktion stimmt Bundesrat und Vorberatender Kommission zu und beantragt Ihnen, die Volksinitiative für die Herabsetzung des AHV-Alters Volk und Ständen mit dem Antrag auf Verwerfung zu unterbreiten. Die Gründe für ihre eindeutige Ablehnung decken sich mit der Botschaft des Bundesrates. Die darin aufgeführten Gesichtspunkte allgemeiner sowie finanzieller und volkswirtschaftlicher Natur sind zutreffend und übri-gens derart einprägsam, dass auf die Botschaft, um unnötige Weiterungen zu vermeiden, verwiesen werden kann.

Keine Beachtung schenkte der Bundesrat dagegen in seiner Botschaft den politischen Zielen, welche die POCH mit der Initiative verfolgt. Ihr rotes Büchlein, das sie nach der Deponierung der Volksinitiative herausgebracht hatte, sagt darüber entschieden mehr aus. Zum einen will man wieder einmal der Sozialpartnerschaft den Kampf ansagen, weil – wie im Büchlein steht – «der Angriff immer noch die beste Verteidigung ist». Unter dem Deckmantel eines vordergründigen sozialen Postulates wird über unser Sozialversicherungssystem hergefallen und es als das rückständigste im industrialisierten Europa angeprangert, selbstverständlich versehen mit den nötigen und üblichen Seitenhieben gegen Bürgertum und Gewerkschaften. Selbst Umwelt-

schutz, Drogensucht, Alkoholismus und privater Strassenverkehr müssen der Initiative Schützenhilfe leisten.

Dass die POCH gleichzeitig auch behauptet, hohe Lebens-erwartung und geringes Krankheitsrisiko und gar geringe Säuglingssterblichkeit seien ein Privileg der besseren Leute, liegt ganz in der Richtung ihrer abstrusen Beweis-führung. Die Beweisführung der POCH ist übrigens auch höchst widersprüchlich, zwar nicht bei der Unterschriften-sammlung, weil es dannzumal noch gar nicht aktuell war, doch in den letzten Tagen gab sie vor, mit ihrer Initiative die Arbeitslosigkeit zu vermindern. Gleichzeitig stellt sie den 60jährigen den Bezug der AHV-Rente und zugleich weiterhin die volle Arbeitsleistung in Aussicht. Sie sieht denn auch in der flexiblen Altersgrenze, die Gegenstand der nächsten AHV-Revision bilden wird, keine Alternative. Kurzum, das rote Büchlein mit dem Titel «Früher pension-nieren» ist eine wahre Fundgrube dialektischer Fehlleis-tungen.

Wir empfehlen Ihnen auch die Ablehnung des Antrages Oehen, wonach das Geschäft zurückzuweisen und vom Bundesrat ein Ergänzungsbericht über das flexible Ren-tenalter zu erstellen sei. Einerseits liegt der Entscheid über die Verlängerung der Behandlungsfrist beim Bundes-rat, der zu recht keine Veranlassung sieht, mit der Unter-breitung der Vorlage zuzuwarten. Andererseits wird die Einführung des flexiblen Rentenalters, wie Ihnen schon verschiedentlich dargelegt worden ist, bereits geprüft. Eine Koppelung dieser Frage mit der Initiative rechtfertigt sich nicht, zumal die Initianten wiederholt und eindeutig zu erkennen gaben, dass ihnen das flexible Rentenalter kein Anliegen ist.

Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die zur Behand-lung der Initiative zusätzlich zur Verfügung stehende Zeit keineswegs ausreichen würde, um die komplexen Fragen zu prüfen, beispielsweise die Zusammenhänge mit der 2. Säule, das Ausmass der Rentenkürzung und das Ren-tenalter der Frauen.

Im übrigen – so möchte ich schliessen – verdient die «Fließbandinitiative», wie sie auch schon genannt wurde, keine derart rücksichtsvolle Behandlung. Vielmehr drängt sich eine rasche Volksabstimmung auf.

Mme Nanchen: L'âge de la retraite est un problème qui préoccupe le groupe socialiste depuis longtemps. Mais, dans l'état actuel de la prévoyance-vieillesse en Suisse, il ne lui est pas possible de souscrire à l'initiative des orga-nisations progressistes, et ce pour trois raisons.

Tout d'abord, à quoi cela servirait-il à un travailleur de bénéficier d'une rente AVS cinq ans plus tôt si le montant de cette rente ne lui permet pas de renoncer à son activi-té antérieure? Ce serait le cas aujourd'hui pour nombre de travailleurs qui n'ont pas de deuxième pilier, la seule AVS – faut-il le répéter? – n'assurant pas encore les be-soins vitaux. Nous considérons comme prioritaires l'aug-mentation des prestations de l'AVS et la mise sur pied d'une prévoyance professionnelle obligatoire digne de ce nom. Si la proposition du POCH était acceptée avant que n'intervienne une substantielle augmentation des pensions de vieillesse, elle entraînerait paradoxalement une aggra-vation des inégalités sociales. Ne pourraient en effet pren-dre leur retraite à 60 ans ou à 58 ans que ceux qui possè-dent une très bonne caisse de pension ou ont une fortune confortable, c'est-à-dire les personnes se situant au som-met de l'échelle socio-économique, celles exerçant une profession libérale ou les cadres supérieurs, celles à qui justement les statistiques attribuent la plus longue espé-rance de vie et qui auraient le moins besoin d'une retraite prématurée. Les manœuvres et les ouvriers, quant à eux, ceux qui, d'après les statistiques, sont destinés à mourir le plus tôt, devraient continuer à travailler au-delà de 60 ans pour cumuler AVS et salaire. L'abaissement linéaire de l'âge de la retraite ne peut donc pour le moment que bénéficier aux privilégiés de notre société.

D'autre part, l'initiative du POCH prévoit un âge de la re-

traite différent pour les hommes et pour les femmes. Les auteurs de l'initiative justifient ce traitement différent notamment par le souci de compenser les fatigues résultant des doubles responsabilités familiales et professionnelles assumées très souvent par les femmes. Il s'agit en fait d'une consécration donnée au partage traditionnel des rôles. Plutôt que de considérer le double métier des femmes comme inévitable et de le récompenser à l'âge de la retraite, ne serait-il pas plus équitable de tout mettre en œuvre pour assurer une meilleure répartition des tâches professionnelles et ménagères entre les hommes et les femmes? Et si l'on tient vraiment à procurer aux travailleuses un «revenu d'inactivité» pendant quelques années de plus qu'aux travailleurs, ce n'est pas à l'âge de la retraite mais bien plutôt, comme le suggérait Alfred Sauvy, au moment de leurs maternités qu'il conviendrait de le faire.

Enfin, l'initiative du POCH n'évite pas un des inconvénients majeurs de la législation actuelle, à savoir l'AVS subie, l'AVS vécue comme un couperet le jour où l'on atteint l'âge fatidique – que cet âge soit 65 ans ou 60 ans ne change rien au principe. Nous voulons lui substituer l'AVS choisie, c'est-à-dire la possibilité de déterminer soi-même l'âge auquel on désire le versement de sa rente de vieillesse.

Voilà les raisons pour lesquelles le groupe socialiste n'apportera pas l'initiative du POCH. Ceci ne signifie toutefois pas que nous approuvions le statu quo. Nous demandons que la fixation de l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 62 ans pour les femmes soit remplacée par une limite d'âge flexible.

Comme je réfléchis à ce problème depuis un certain nombre d'années déjà, je voudrais me permettre de suggérer quelques idées au Conseil fédéral à ce sujet.

L'âge d'ouverture du droit à la rente, sans réduction des prestations, devrait être fixé à 60 ans pour deux catégories d'hommes et de femmes: les invalides à plus de 50 pour cent et les travailleurs et travailleuses occupés à des travaux pénibles. En ce qui concerne les invalides, on sait qu'en vertu des dispositions actuelles les assurés, dont la capacité de gain tombe au-dessous de 50 pour cent avant qu'ils aient atteint l'âge de la retraite, peuvent prétendre à une rente d'invalidité. Mais on oublie souvent qu'ils ne peuvent bénéficier d'une rente entière d'invalidité – d'un montant équivalent à celui d'une rente de vieillesse – que si la capacité de gain est inférieure à 33 1/3 pour cent. Il s'agirait donc d'élargir le cercle des bénéficiaires d'une rente entière et de simplifier la procédure nécessaire pour l'octroi d'une rente.

La réalité nous démontre que ce sont les personnes exerçant des travaux particulièrement pénibles ou particulièrement routiniers qui sont prématurément usées à l'âge de la retraite. Il nous paraît juste de permettre à ces personnes de bénéficier de la retraite plus tôt que celles que leurs conditions de vie, de travail et de fortune ont maintenues en meilleure forme physique et psychique. C'est ce qu'a reconnu la loi française du 30 décembre 1975 qui accorde une retraite à 60 ans, au taux normal, aux ouvriers ayant effectué un travail à la chaîne, en équipe, au four ou exposés aux intempéries.

Pour tous les autres assurés, la possibilité devrait être créée de recevoir leur rente AVS à partir de 60 ans mais avec une rente réduite. Cette réduction devrait toutefois être maintenue dans des limites supportables pour les assurés.

De plus, tous les assurés devraient pouvoir réduire graduellement leur activité en combinant l'emploi à temps partiel et la retraite partielle. Il s'agirait, à l'instar de ce qui existe en Suède depuis le 1er juillet 1976, de mettre sur pied un système de rentes augmentant progressivement au fur et à mesure que diminuerait la durée du travail. Ainsi la personne employée aux trois quarts de son temps recevrait un quart de la rente de vieillesse; celle qui travaille à mi-temps recevrait une demi-rente; celle qui

ne travaille plus qu'au quart de son temps recevrait les trois quarts de la rente. Il s'agirait également pour la Confédération d'aménager les postes de travail dans l'administration et dans les régies fédérales de telle sorte que les assurés âgés de plus de 60 ans puissent réduire la durée quotidienne, hebdomadaire ou annuelle de leur travail.

Tel est le modèle de flexibilité de l'âge de la retraite que je vous propose. Il est limité certes, mais il est réalisable dans un avenir rapproché et il est susceptible de devenir plus généreux lorsque la situation financière de l'AVS le permettra.

En séance de commission j'ai proposé, au nom de mes collègues socialistes, le renvoi du projet au Conseil fédéral en le priant d'élaborer un rapport sur l'introduction de la limite d'âge flexible dans la loi sur l'AVS. M. le conseiller fédéral Hürlimann s'est opposé à ma proposition en m'assurant de sa volonté de réaliser ma demande dès la mise sous toit de la 9e révision de l'AVS. Je lui serais reconnaissante de bien vouloir renouveler cette promesse formelle ici devant le plénum.

M. le conseiller national Oehen a jugé bon de reprendre ici ma proposition de renvoi. Je ne puis m'empêcher de constater que la xénophobie ne faisant plus recette, l'Action nationale se met à piétiner allégrement les platebandes socialistes. Faut-il en être affecté? Je ne le pense pas parce que je considère que le plagiat est à l'art ce que l'hypocrisie est à la vertu.

Fort des assurances que nous donnera M. le conseiller fédéral Hürlimann, le groupe socialiste ne votera pas la proposition de renvoi, mais il ne saurait non plus s'y opposer puisque le mandat que M. Oehen voudrait confier au Conseil fédéral ne fait que reprendre une idée qui lui est chère.

Freiburghaus: Die SVP-Fraktion lehnt die Initiative einstimmig ab. Sie unterstützt den Antrag der Kommission und des Bundesrates, wonach Volk und Ständen ohne Gegenorschlag die Verwerfung zu beantragen sei. Die Initiative passt äusserst schlecht in die gegenwärtige Landschaft. Wir sind allerdings der Meinung, dass eine flexible Altersgrenze eingehend studiert und überprüft werden soll. Wir können aber – und da werden Sie mir recht geben – nicht alles miteinander machen. Wir beschäftigen uns mit der Konsolidierung der AHV, mit der obligatorischen beruflichen Vorsorge, mit der Verfeinerung der Invalidenversicherung und den Ergänzungsleistungen. Wir stehen vor der Neuordnung der Krankenversicherung, der Mutterschaftsversicherung und vielem anderem mehr.

Im übrigen ist zu dieser Initiative bereits alles gesagt worden, was zu sagen ist. Ich möchte Ihnen daher zum Schluss nur noch beantragen, den Antrag Oehen abzulehnen, weil wir nichts unter Druck und unter Zeitdruck machen wollen; wir haben genug Probleme, die dringend sind, und deshalb wollen wir uns nicht neue Termine einfügen lassen, damit wir noch mehr unter Druck sind.

Ich beantrage Ihnen, der Kommission und dem Bundesrat zuzustimmen und den Antrag Oehen abzulehnen.

Präsident: Herr Carobbio hat das Wort zum Eintreten, er wird gleichzeitig seinen Antrag zum Artikel 2 begründen.

M. Carobbio: Me voilà une fois de plus occupé à défendre une position diamétralement opposée à la grande majorité de cette assemblée. Ce n'est pas nouveau ni pour vous ni pour moi et je crois que cela va se produire encore d'autres fois.

Le contenu de l'initiative et son but social sont clairs. Les initiateurs ont voulu avant tout poser le problème de principe de la réduction de l'âge de la retraite en général parce qu'il est clair, et même le Conseil fédéral l'admet, que l'acceptation de l'initiative entraînerait l'introduction de l'âge de la retraite à 60 ans également dans le cadre du deuxième pilier. Or on ne peut pas contester que ce pro-

blème, avec celui de la durée du travail et de la durée des vacances, figure depuis toujours parmi les revendications classiques et traditionnelles des travailleurs. Mais au-delà de cela, je veux rappeler ici deux points:

Il découle d'une constatation du message du Conseil fédéral que depuis 1948, date de l'introduction de l'AVS, l'âge donnant droit aux rentes AVS n'a pas changé.

Quant au second point, une enquête menée parmi les travailleurs suisses, il y a quelques années, a prouvé que les revendications de l'âge de la retraite à 60 ans figuraient parmi les principales aspirations des travailleurs.

Je vous rappelle qu'indépendamment de l'initiative, le problème a été posé ici par diverses interventions, comme le postulat de la camarade Nanchen ou celui de M. Seiler au nom du groupe démo-chrétien, ce qui confirme l'actualité de la revendication. Ainsi, quant au principe, l'initiative est non seulement valable mais juste et justifiée. En tant que principe, elle peut être combattue, comme elle l'est, seulement par les milieux patronaux.

Cela dit, je n'ai aucune difficulté à admettre que certaines objections qu'on a opposées à l'initiative ne dérivent pas toutes d'une opposition de principe. Elles méritent donc d'être examinées. Je classerai ces objections en trois groupes. Le premier concerne les principales objections du Conseil fédéral, le deuxième les aspects économiques et financiers et le troisième les objections des syndicalistes et de la gauche en général.

Le Conseil fédéral, dans son message, prétend que la diminution de l'âge de la retraite est en contradiction avec l'évolution de la durée probable de vie. Selon lui et d'autres, l'augmentation constante de la durée probable de vie favoriserait – quelques catégories de travailleurs à part – une continuation du travail même au-delà de 65 ans. Or, si j'admets facilement que dans une société comme la nôtre, surtout dans les villes, l'interruption de l'activité puisse créer momentanément des problèmes, je dirai qu'après quarante ans et plus de travail, chacun désire en général interrompre l'activité obligatoire. Il ne s'agit pas de la question, comme le prétend le message, de l'interruption de la vie active, mais plutôt de l'interruption du travail obligatoire pour gagner de quoi vivre. Je conteste ce qu'on prétend, à savoir qu'une vie sans ce type de travail peut être dénuée de sens. Je crois que l'objectif vers lequel nous devons tendre est précisément celui de réduire le plus possible la durée du travail comme « obligation pour vivre », ce qui n'exclut pas le travail entendu comme activité sociale libre. Or il est clair que notre société, fondée sur la loi de l'argent et pour laquelle tout ce qui ne peut pas être traduit en sous n'est pas prioritaire, n'est pas suffisamment préparée pour assurer le maintien de l'homme dans l'activité sociale. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour nier la validité du principe de la réduction de l'âge de la retraite. D'ailleurs, le problème reste tel quel à 65 ans. Or, pour nous au moins, il est évident qu'outre la réduction de l'âge de la retraite, il faut envisager d'autres interventions de la collectivité pour modifier les conditions de vie des gens, pour intégrer dans la vie sociale ceux qui renoncent au travail en tant que nécessité pour survivre, et évidemment, camarade Nanchen! il s'agit aussi de se battre pour augmenter les rentes les plus faibles.

J'affirme ici qu'après quarante ans de travail, chacun devrait avoir le droit finalement de ne plus devoir aller au travail chaque jour pour gagner de quoi vivre. Cela implique, je l'admets volontiers et je comprends la difficulté qu'ont à l'admettre tous ceux qui continuent à accepter comme logique l'équation « Travailler pour vivre et vivre pour travailler », le choix d'un mode de vie, un choix culturel alternatif. Autre objection du Conseil fédéral et d'autres milieux: le maintien de la différence d'âge entre femme et homme ne se justifierait pas. On peut discuter longuement là-dessus mais je crois que, tant que la condition de la femme dans notre société demeure ce qu'elle est, il se justifie de faire une différence. Cela n'empêche

pas de se battre pour modifier la condition de la femme dans d'autres secteurs.

Le Conseil fédéral nous dit encore que la réduction de l'âge de la retraite n'aurait pas de grosses répercussions sur le marché de l'emploi. La tendance serait à la rationalisation. Je ne nie pas cette tendance et je me garde bien d'attendre des effets miraculeux de la réduction de l'âge de la retraite. Mais je continue à croire que quelques effets concrets et positifs seraient obtenus. Si tel n'était pas le cas, je ne comprendrais pas pourquoi, même dans l'administration publique et dans l'économie privée, on a recouru ces derniers temps à une réduction de l'âge de la mise à la retraite pour lutter contre le chômage. J'ajouterais que cette revendication constitue l'un des arguments avancés par plusieurs organisations syndicales, dans le cadre de la création de nouvelles places de travail.

Je conclus sur le premier groupe d'objections en disant que, malgré tout, elles ne touchent pas la validité de l'initiative. J'en viens aux arguments d'ordre économique et financier.

J'admets volontiers que ces arguments sont sûrement plus importants que les premiers. Le Conseil fédéral nous dit que l'acceptation de l'initiative entraînerait soit une augmentation des contributions de l'ordre de 3 pour cent, soit une diminution des prestations d'un quart. Je ne conteste pas la validité du calcul. J'objecte simplement que le Conseil fédéral exclut d'emblée le simple retablissement des anciennes contributions de la Confédération à l'AVS. Plus de 500 millions de réduction en 1975 et beaucoup d'autres millions dans les années qui ont suivi. C'est par cette voie que l'opération peut être financée. Je sais que vous objecterez, comme vous l'avez déjà fait, que je suis en contradiction avec moi-même du fait que j'ai combattu le paquet financier, ce qui reviendrait à dire que je demande des prestations supplémentaires à la Confédération mais que je lui refuse les moyens. Je ne veux pas répéter mes thèses en la matière. Vous les connaissez. Il y a des solutions alternatives pour résoudre les problèmes financiers de la Confédération. J'ajouterai au surplus que quand il s'agit des revendications des travailleurs, on leur oppose toujours les difficultés économiques, ce que vous ne faites pas pour d'autres opérations, comme on l'a vu hier pour les questions de l'armement.

J'affirme que l'amélioration des conditions de vie de la majorité de la population justifie des efforts financiers, surtout dans la période que nous vivons, qui use physiquement et psychologiquement les hommes beaucoup plus que dans le passé. Il va sans dire que, dans les calculs gouvernementaux, on omet de calculer les avantages sur le plan de la santé et ceux liés à la diminution des frais pour médicaments, etc., qui pourraient dériver de la réduction de l'âge de la retraite. Je ne voudrais pas sous-estimer les aspects financiers et économiques, mais je ne crois pas qu'ils n'autorisent pas à exclure l'examen du problème. J'en viens aux objections des syndicalistes et de la gauche en général, objections qui sont soulevées même par le Conseil fédéral. On nous dit que la solution proposée par l'initiative est trop rigide; qu'il serait plus juste de ne pas obliger chacun à prendre sa retraite et d'instituer simplement le droit à la retraite pour ceux qui la désirent. On rappelle ici le postulat Nanchen. J'admets volontiers la valeur de cette objection. Evidemment, une solution de ce type serait déjà un grand pas en avant; et nous pourrions l'accepter comme solution intermédiaire. Cela dit, je crois quand même que notre effort devrait tendre à faire triompher le principe selon lequel, après quarante ans, plus personne ne devrait être obligé de travailler pour subvenir à ses besoins. Dans cette optique, la fixation de l'âge de la retraite à 60 ans est la meilleure solution. Je précise à ce propos que l'initiative pose le principe du droit à la rente à 60 ans, mais non pas celui de l'obligation pour les salariés de prendre leur retraite à 60 ans. Du reste, déjà maintenant, l'ayant droit à la rente AVS peut, à 65 ans, demander que le versement de la

rente soit différé de cinq ans au maximum, soit jusqu'à l'âge de 70 ans, et continuer à travailler. Cette possibilité pourrait subsister en cas d'acceptation de l'initiative.

Mais au-delà de cela, je serais prêt à examiner avec attention ces objections de la part des syndicalistes et de la gauche, mais je ne puis les considérer comme autre chose que des prétextes venant de la part du Conseil fédéral et de la majorité de la commission pour la simple raison que si, vraiment, ils étaient convaincus de la justesse de ce postulat, ils auraient dû soit proposer, dans le cadre de la 9e révision de la loi sur l'AVS, la modification des articles concernant l'âge de la retraite – non seulement le Conseil fédéral ne l'a pas fait, mais il s'est borné à renvoyer l'examen de ce problème jusqu'à la discussion de notre initiative – soit proposer un contre-projet à notre initiative, ce qu'il n'a pas fait non plus. Il est même allé plus loin en proposant de repousser le postulat Loetscher, qui, pourtant, demande simplement l'abaissement d'un an de l'âge donnant droit à la rente. Dans ces conditions, le rappel par le Conseil fédéral du postulat Nanchen et la promesse, du reste très vague, de l'examiner prochainement, ne suffisent pas à dissimuler le choix fait par le Conseil fédéral et la majorité de la commission, qui découle, comme dans beaucoup d'autres cas (voir l'initiative relative à la semaine des 40 heures) de son opposition de principe à toute revendication tendant à la réduction de la durée du travail, à toute revendication impliquant des charges pour le capital. Rien n'empêchait le Conseil fédéral de retarder la présentation de son message sur l'initiative afin de pouvoir étudier d'une manière approfondie une solution de rechange.

On a soulevé la question des délais. Je rappelle que, dans le cas de l'initiative sur la protection des locataires, le Conseil fédéral avait demandé que le délai soit prolongé d'une année; il aurait aussi pu le faire cette fois. Or, d'emblée, le Conseil fédéral s'est opposé à cette initiative en refusant de présenter un contre-projet. Je suis convaincu que l'opposition du Conseil fédéral à l'initiative ne tient pas à sa prétendue rigidité, mais procède d'une opposition de principe à toute solution progressiste de caractère social. Nous aurions été favorables à un contre-projet si le Conseil fédéral en avait présenté un et nous aurions même retiré notre initiative – je puis le déclarer au nom de ses auteurs – mais en l'absence d'un contre-projet, je vous invite, bien que votre décision ne fasse aucun doute, à accepter l'initiative.

Cependant, nonobstant cette position de principe et pour démontrer que nous recherchons la solution qui pourrait recueillir le plus large consensus, j'appuierai subsidiairement la proposition de renvoi du message au Conseil fédéral avec invitation à présenter un nouveau rapport et un contre-projet.

M. Riesen a invité les auteurs de l'initiative à la retirer avant la votation. Elle pourrait être retirée si, avant la votation, le Conseil fédéral nous propose une solution de rechange, mais dans le cas contraire, nous en appellerons évidemment au peuple.

Zbinden: Ich kann mich kurz fassen und schliesse mich dem Antrag auf Ablehnung der Initiative und den Begründungen, wie sie hier vorgebracht worden sind, an. Die rein sachlichen, vor allem aber die finanziellen Gründe gegen eine generelle Herabsetzung des AHV-Alters sind im gegenwärtigen Zeitpunkt geradezu zwingender Natur. Ich beantrage Ihnen aber auch, alle Alternativlösungen abzulehnen. Haben wir doch endlich den Mut, klar und unmissverständlich nein zu sagen, verknüpfen wir jetzt nicht wieder ein zwar bestehendes Problem mit dieser vorgelegten Initiative. Jede Initiative und jeder parlamentarische Vorstoss bezieht sich ja immer auf eine Einzelfrage, in deren Bereich sicher unzählige ungelöste Probleme einer Lösung harren. Wir stehen hier vor einem Musterbeispiel. Die 9. AHV-Revision ist noch nicht rechtskräftig, und schon wollen wir mit einer Detailfrage die 10. AHV-Revision vor-

wegnehmen. Die Einführung der flexiblen Altersgrenze darf nicht isoliert erfolgen; sie bedarf eingehender Abklärungen und soll Gegenstand einer nächsten allgemeinen Revision des AHV-Gesetzes bilden. Verzichten wir auf reine Alibiübungen, die nur taktische Ziele verfolgen und ein Zeichen unserer Unsicherheit und unserer Unentschlossenheit sind. Gerade solches Entgegenkommen und solche Rücksichtnahmen werden lediglich eine Lawine neuer Initiativen auslösen. Sagen wir klar und deutlich nein zur Initiative; wir verzichten auf einen verwässerten Gegenvorschlag, aber auch auf jeden anderen lauen und zweideutigen Rückweisungs- und Abänderungsantrag. Erst dann hat unser Parlament wieder einmal eine für das Volk verständliche Sprache gesprochen.

Müller-Bern: Unter anderem muss man hier auch die Frage stellen: Entspricht die starre Altersgrenze, die Herabsetzung der Altersgrenze, einem Bedürfnis der Betroffenen – immer unter der Voraussetzung, dass es sich hierbei um gesunde Männer und Frauen handelt? Ich bin mit Herrn Dafflon einig, dass das Verfahren bei der Invalidenversicherung allzu kompliziert ist. Das sollte vereinfacht werden. Man sollte hier vielleicht neue Lösungen suchen für jene Leute, die invalid sind und wegen dem langwierigen Verfahren sich nicht getrauen, die IV-Rente zu beanspruchen. Aber bei gesunden Männern und Frauen ist es so – das ist schon wiederholt festgestellt worden –, dass die Leute um so weniger Interesse am Altersrücktritt haben, je näher sie an das Rücktrittsalter herankommen. Wenn man 20, 25 oder 30 Jahre alt ist, dann denkt man, das geht ja eine Ewigkeit, das erlebe ich nie. Und je näher man rückt, desto weniger Drang besteht nach Pensionierung. Kollege Gautier hat in der Kommission für die 9. AHV-Revision unter anderem vom Pensionierungsschock gewisser Selbständigerwerbender gesprochen, die, weil sie eben nicht aufhören wollen zu arbeiten, sofern sie gesund sind, sich nicht in den Ruhestand setzen möchten. Deshalb hat es vor vielen Jahren einmal einen Film gegeben, der vorschlug (er war mit Cary Grant), dass man im Grunde genommen zwischen 20 und 40 pensioniert werden und nachher von 40 an bis zum Ende arbeiten sollte. Man sollte das Leben geniessen im Vollbesitz aller Kräfte. Deshalb ist mir auch das heutige Votum von Herrn Carobbio sympathischer als ein anderes Votum, auf das ich noch zurückkommen werde. Er sagt: Wir sollten arbeiten, um zu leben und nicht nur leben, um zu arbeiten. Ich glaube, wenn die Initianten die Herabsetzung des AHV-Alters u. a. damit begründen, dass die Leute eben durch die Anforderungen des modernen Lebens und die gesteigerte Belastung bei der Arbeit, die zunehmende Rationalisierung, früher ausgelaugt seien, dann sollte man das durch andere Mittel verhindern. Ich unterstütze jede Bestrebung, die dahingeht, dass man den Leuten, wenn sie noch in jüngeren Jahren sind, die Arbeit so gestaltet, dass sie eben nicht ein Wrack sind, wenn sie gegen sechzig kommen. Das kann durch Herabsetzung der Arbeitszeit und durch Erhöhung des Ferienanspruches geschehen. Im übrigen wurde kürzlich bei den SBB den 60- bis 65jährigen die Möglichkeit gegeben, den Rücktritt zu nehmen. Das Resultat war – nur um zu sagen, wie gross das Bedürfnis ist –, dass nur rund 10 Prozent von dieser Möglichkeit Gebrauch machten. Sodann verursacht natürlich die starre Herabsetzung des Rücktrittsalters Mehrkosten. Sie sind in der Botschaft erläutert. Auch bei der 2. Säule wird das Mehrkosten mit sich bringen, denn es wäre undenkbar, dass man das AHV-Alter auf 60 Jahre herabsetzt und bei der 2. Säule nach wie vor bei 65 Jahren bleibt. Um mehr ausgeben zu können, muss man vorher mehr einnehmen.

Nun komme ich doch auf ein Votum von Herrn Carobbio zurück, der mit freundlicher Genehmigung unserer charmanten Präsidentin beim Geschäftsbericht «Justiz- und Polizeidepartement» der Regierungskoalition Lehren erteilt und Kritik geübt hatte an den Sozialdemokraten und Gewerkschaften, die angeblich darauf verzichteten, für gerechte Lösungen einzutreten. Diese Behauptung muss ich

energisch zurückweisen. Wir Sozialdemokraten und die Gewerkschaften haben in zähen Auseinandersetzungen Schritt für Schritt in den letzten Jahren die Lage der Arbeitnehmer verbessert und mitgeholfen, die soziale Sicherheit auszubauen auf gesetzliche und vertragliche Weise. Wir haben es nicht nötig, in politischer Schaumschlägerei zu machen. Aber wir haben etwas erreicht, und das Erreichte wird nun ausgerechnet von jenen in Frage gestellt, die für den 12. Juni die Parole ausgegeben haben, nein zu stimmen. Was ist die Folge, wenn man dem Bund die Finanzen verweigert? 1974 haben die gleichen extrem linken Kreise ebenfalls die Nein-Parole herausgegeben; die Folge war, dass 1975 die Finanzierung der AHV in Gefahr geriet, dass man die Bundesbeiträge massiv reduzierte. Die gleiche Folge wird nun auch der 12. Juni haben. Jedenfalls wird man mit diesem Nein die soziale Sicherheit nicht etwa ausbauen können. Wenn man noch über die Herabsetzung des Rentenalters auf 60 bzw. 58 Jahre reden könnte, dann muss man gleichzeitig auch die nötigen Finanzen geben. Die Finanzierung über Lohnprozente ist nicht der richtige Weg, obwohl das auch von diesen Linkskreisen behauptet wird. Lohnprozente bezahlen nur die Arbeitnehmer, denn auch der Arbeitgeberbeitrag wird dem Arbeitnehmer als Lohn angerechnet. Das Bundespersonal war das erste Opfer der Abstimmung vom 12. Juni, indem man ihm einen gesetzlich vorgeschriebenen Teuerungsausgleich verweigert. Es dankt der PSA und der Partei der Arbeit für ihre Nein-Parolen. Es danken aber auch die Einkommensmillionäre, die sich auf diese Weise jährlich grosse Summen ersparen. Ohne dass man die notwendigen Finanzen bewilligt, lässt sich die soziale Sicherheit nicht ausbauen. Wir haben gesehen, mit welcher Mühe wir die 9. AHV-Revision durchgezogen haben. Wir haben noch gestern das Drama mit der Ausgabenbremse erlebt. Diese 9. AHV-Revision ist noch nicht endgültig unter Dach. Wir werden vielleicht im September dann wieder über den berühmten Artikel 103 reden. Wer dem Bund die nötigen Finanzen verweigert, bringt die AHV in Gefahr. Es gibt dringendere Probleme auf diesem Gebiet zu lösen als die Herabsetzung des AHV-Alters, nämlich beispielsweise das Problem der Krankenversicherung. (Steigende Prämien der Arbeitnehmer, wobei die Leistungen zum Teil sehr ungenügend sind.) Dieses Problem muss in nächster Zeit dringend gelöst werden. Und auch hier geht es wieder um Bundesbeiträge. Im übrigen möchte ich doch den Bundesrat bitten, die Frage der flexiblen Altersgrenze, die seit 1972 durch unsere Kollegin Nanchen vorgebracht wird, wirklich intensiv an die Hand zu nehmen. Im Gegensatz zu meinem Vorredner glaube ich, dass die Frage der flexiblen Altersgrenze losgelöst von der nächsten AHV-Revision behandelt werden sollte. Wenn nicht diese Fristen für die Behandlung von Initiativen im Wege stünden, würde ich heute noch für den Rückweisungsantrag stimmen und verlangen, dass der Bundesrat in Form eines Gegenvorschlages einen Vorschlag für die flexible Altersgrenze macht. Ich möchte wirklich dringend bitten, dass man dieses Problem, das in den Gewerkschaften sehr diskutiert wird, sehr rasch prüft. Es wird hier heikle Fragen geben, die es zu lösen gilt. Entweder kostet es mehr, oder dann muss die Rente, wenn man auf 60 Jahre gehen will, entsprechend reduziert werden. Aber ich bitte den Bundesrat, dass er diese Frage möglichst bald prüft.

Oehen: Zuerst zwei sachliche Probleme. Herr Kollega Müller hat soeben gesagt, je näher die Leute an das AHV-Alter herankommen, um so weniger seien sie daran interessiert, in Pension zu gehen. Ich glaube, hier äussert sich erneut eine Fehlüberlegung, indem man unter flexibler Altersgrenze offenbar immer nur die Flexibilität nach unten verstehen will. Mir scheint, die Flexibilität nach oben sei eben auch ein soziales Problem. Ich habe in meinem Votum darauf hingewiesen. In der Botschaft ist die Frage angesprochen wegen der Behandlung des Postulates Nanchen. Es wird dort gesagt, das Postulat sei 1972 zur Diskussion gestellt worden, «doch war es uns bis heute nicht

möglich, zu dieser Frage Stellung zu nehmen» usw. Das ist die Unzulänglichkeit, die beim überlasteten Bundesbetrieb immer wieder zum Ausdruck kommt, dass Probleme, denen vom Parlament nicht die nötige Priorität gesetzt wird, auf die lange Bank geschoben werden. Genau deshalb habe ich meinen Antrag gestellt, und ich meine, dass es auch nach dem Votum von Herrn Kollega Müller nicht abwegig wäre, nun den nötigen Druck aufzusetzen.

Im Sinne einer persönlichen Feststellung – zuhause von Frau Nanchen, die leider nicht mehr hier ist –: Frau Nanchen hat meinem Antrag die echte Motivation abgesprochen. Ich möchte Frau Nanchen sagen, dass das nicht die Art der feinen Frau ist, auch wenn sie eine engagierte Politikerin ist. Sie erklärte, Xenophobie ziehe nicht mehr und deshalb müssten wir nun typisch sozialistische Anliegen aufnehmen.

Zu diesen Aussagen drei Bemerkungen: Langsam sollte sogar Frau Nanchen einsehen, dass unser Kampf gegen die demographische Ueberfremdung wenig mit Xenophobie, sehr viel aber mit echter Sorge um die langfristige Sicherung unserer Unabhängigkeit zu tun hat. Wir sind allerdings nicht bereit, aus Xenophilie die Chancen unseres Volkes untergraben zu lassen.

Zweitens: Da Frau Nanchen trotz ihrer momentanen Abwesenheit hier mehr anwesend ist als gewisse ihrer Freunde, sollte sie in den vergangenen sechs Jahren eigentlich gemerkt haben, dass die politischen Anliegen der NA nicht so eng begrenzt sind, dass wir Angst zu haben brauchen, wenn andere Parteien die gleichen Anliegen auch aufnehmen. So sind wir z. B. glücklich, wenn heute von breiten politischen Kreisen unter Führung des Bundesrates der Kampf gegen die Ueberfremdung mitgetragen wird. Wir können uns damit vermehrt ändern uns wichtig erscheinenden Problemen zuwenden, z. B. dem Umweltschutz, der Wirtschaftspolitik oder eben sozialen Problemen, und damit – als Drittes – hat Frau Nanchen oder ihr Flügel der SP keinen Alleinanspruch, soziale Probleme zu behandeln. Im übrigen sind nicht alle sozialistischen Ideen auch sozial und nicht alles, was wirklich sozial ist, entspricht auch sozialistischen Ideen. Ich möchte dies Frau Nanchen in aller Deutlichkeit gesagt haben.

M. Riesen-Fribourg, rapporteur: Le débat qui vient d'avoir lieu recouvre assez exactement celui qui s'est déroulé lors des séances de votre commission. Je pourrai donc en tirer la synthèse en quelques points. Néanmoins je voudrais faire auparavant une remarque générale.

«L'enfer est pavé de bonnes intentions», et l'on peut admettre qu'au moment où les auteurs de l'initiative ont conçu leur enfant, celui-ci se situait dans une certaine perspective qui, à ce moment-là, n'était pas sans espoir. Aujourd'hui, malheureusement, les circonstances ont changé – plus particulièrement à la suite de la votation que vous savez et grâce à laquelle vous connaissez aussi les positions des organisations qui ont lancé l'initiative. Mais il y a encore un autre aspect. Je voudrais ici vous donner rapidement trois lectures tirées d'un journal très intéressant qui dit ceci: «La méthode du POCH et du PSA devient toujours plus explicite. Ces organisations tendent à substituer au travail régulier au niveau des usines, des syndicats et des organisations de travailleurs des opérations publicitaires, c'est-à-dire qu'elles lancent dans toutes les directions une série d'initiatives qui favorisent ainsi toute une série d'illusions sur l'efficacité de ce genre d'instrument.» Je citerai encore: «Le POCH et le PSA ne concentrent pas leurs efforts sur les conditions effectives de mobilisation, sur le type de rapport de forces et d'organisation des travailleurs nécessaire de développer pour atteindre ces objectifs. Evidemment s'ils le faisaient, le caractère illusoire de leur instrument revendicatif miracle disparaîtrait et ils ne lanceraient pas à tout bout de champ des initiatives qui favorisent essentiellement l'apparition de leur propre organisation en mettant au second rang, pour ne pas dire pire, l'organisation de la riposte ouvrière.» Enfin: «Dans ce con-

texte, l'opération POCH/PSA, en plus du fait qu'elle reste en deçà de toutes les exigences concrètes apparaît clairement comme une manœuvre de division qui compromet la construction du front unitaire.»

Toutes ces citations sont tirées de *La Brèche*, le journal de la Ligue marxiste révolutionnaire. Vous pouvez donc voir que, dans les milieux de gauche, on est loin d'être unanime quant à la pureté des intentions de M. Carobbio et des auteurs de l'initiative.

En conclusion du débat, nous pouvons faire cinq constatations:

- L'idée de la consolidation à travers la 9e révision de l'AVS reçoit, à la fin de ce débat, sa consécration. Je pense que c'est là l'objectif n° 1: nous devons mettre sous toit cette 9e révision, obtenir le plus de garanties possibles pour la poursuite de cette grande œuvre sociale qu'est l'AVS.

- Dans le débat, l'idée de la flexibilité a surgi très fortement. Et, tout au long de la discussion, elle a trouvé des appuis que nous connaissions, en partie, mais aussi des ralliements qui nous font plaisir.

- Il n'est pas souhaitable de traiter parallèlement l'initiative et l'étude de la flexibilité.

- L'introduction de l'âge flexible, ou simplement la publication d'un rapport au sujet de cette introduction, n'est pas possible dans les délais qui nous restent pour traiter l'initiative selon la loi. En effet, même si notre Conseil et le Conseil des Etats accordaient la prolongation du délai d'une année, il ne serait pas possible au Conseil fédéral et à l'Office des assurances sociales de la Confédération d'arriver à publier un rapport circonstancié et complet dans ce délai.

- Il ressort également du débat qu'il serait par contre largement souhaité que la mise en chantier des études en vue de l'introduction de l'âge flexible intervienne rapidement, je puis même dire en priorité.

Voici les conclusions que l'on peut tirer de ce débat et je pense que M. le conseiller fédéral Hürlimann répondra aux questions qui restent encore ouvertes.

Auer, Berichterstatter: Wir danken für die ausführliche Diskussion, in der über Gott und die Welt und nebenbei auch zur Initiative gesprochen worden ist. Neue Momente haben sich nicht ergeben; es kreist alles um die Frage, dass wir uns das Begehren wirtschaftlich und finanziell nicht leisten können. Auch Herr Carobbio hat keinen Weg der Finanzierung aufgezeigt. Er ist meines Erachtens als einer der Gegner des Finanzpaketes mitverantwortlich, dass nun nicht einmal die 9. AHV-Revision finanziell gesichert ist. Herr Carobbio: In jedem Fall wird dasselbe Volk, das nun nein zum Finanzpaket gesagt hat, auch über diese Initiative entscheiden.

Es sei in diesem Zusammenhang daran erinnert: als wir hier 1972 die AHV-Revision grundsätzlich erörtert haben, ging man bei der Neuordnung davon aus, dass das Volkseinkommen künftighin jährlich real um 3 Prozent wachsen würde. In der Zwischenzeit wissen wir, dass das Wachstum 1975 minus 7 Prozent betrug, und dass selbst optimistische Prognosen für die nächsten Jahre bloss 1 bis 2 Prozent vorsehen. Die 9. AHV-Revision – unabhängig von den Details – ist langfristig nicht finanziert, wenn wir nicht ein wirtschaftliches Wachstum von wenigstens 2 Prozent haben! Wir können uns also nicht noch zusätzliche Experimente erlauben!

Herr Oehen, Ihr Anliegen wird geprüft. Interessant ist, dass Sie auch die Flexibilität nach oben erhöhen wollen. Das gibt dann ganz interessante Finanzierungsprobleme, wenn einer erst mit 80 die erste AHV-Rente beziehen will! Aber Ihr Anliegen, das sich mit jenem von Frau Nanchen deckt, wird geprüft, und nichts spricht dafür (und die innere Logik fehlt), dass Sie deshalb nun gleich das Ganze an den Bundesrat zurückweisen wollen. Das Anliegen ist nicht, wie Sie sagen, «lediglich ein Verwaltungsakt ohne

grössere Umstände». Die AHV ist administrativ keine so einfache Sache; man kann eine derartige Frage nicht einfach «Pi × Handgelenk» übers Knie biegen.

Herrn Müller-Bern besten Dank für seine Ausführungen. Auch er hat auf die wirtschaftlichen Zusammenhänge hingewiesen und erwähnt, dass wir ohne zusätzliche Finanzen den Sozialstaat nicht ausbauen können. Er hat gegenüber den Angriffen der äussersten Linken den Einsatz der Sozialdemokraten und der Gewerkschaften für den Sozialstaat erwähnt. Darf ich ganz bescheiden beifügen, dass eine bürgerliche Mehrheit des Rates so nebenbei auch etwas zu diesem Sozialstaat beigetragen hat?

Wenn ich Sie abschliessend um etwas bitten darf, dann dies: Entscheiden Sie ja nicht parteipolitisch, sonst müssen Sie sich nämlich der Stimme enthalten! Die PdA unterstützt Herrn Oehen, die Ligue marxiste bezeichnet die Initiative als eine «publizistische Operation» von POCH und PSA; die Initiative habe einen «illusorischen Charakter», dieses «Wundermittel der POCH». Umgekehrt wiederum unterstützt Frau Nanchen Herrn Oehen, nur glaubt sie ihm die Motivation nicht. (Aber darauf hat er ja erwidert.) Es wurde gesagt, das flexible Alter sei ein «sozialistisches» Anliegen usw. Also, wenn Sie all dies parteipolitisch irgendwie mixen wollen, kommt nichts Rechtes heraus. Entscheiden Sie sich also sachlich: Alle Argumente sprechen gegen die Initiative.

Dass das Anliegen von Frau Nanchen betreffend flexiblen AHV-Alter auf guten Boden gefallen ist, hat sie ja in der Kommission schon verspüren können.

Permettez-moi pour terminer une remarque personnelle à l'adresse de Mme Nanchen: Vous êtes, Madame Nanchen, née un 31 mars. Ce n'est pas seulement une date historique de ce fait. Je le relève parce que c'est aussi le jour où sont nés le pape Pie IV, le philosophe René Descartes, le compositeur Joseph Haydn ainsi que le poète Nicolaï Gogol et finalement notre collègue Hans Letsch. (Rires)

C'est également un 31 mars que se déroula l'action des corps francs contre Lucerne. Mais laissons de côté aujourd'hui l'action des corps francs contre l'AVS et revenons à notre philosophe Descartes. Voici ce qu'il dit dans son *Discours de la Méthode* et qui peut s'appliquer à votre proposition: «Entre plusieurs opinions également reçues, je ne choisisais que les plus modérées, tant à cause que ce sont toujours les plus commodes pour la pratique et vraisemblablement les meilleures, tout excès ayant coutume d'être mauvais.» Merci!

Bundesrat Hürlimann: Der Hintergrund für die Beratung dieses Geschäftes und die Grundlagen für die Entscheidungen, die Sie zu treffen haben, wurden durch die Debatten über die 9. AHV-Revision einerseits und durch den 12. Juni dieses Jahres andererseits geschaffen. Der Wille, unsere Sozialwerke – vor allem die AHV und IV – zu konsolidieren, wurde in Ihrem Rat und auch im Ständerat ganz deutlich manifest und auch ausgesprochen. Es gilt, die Konsequenzen zu ziehen und deshalb nichts zu unternehmen, das diese Konsolidierung in irgendeiner Form gefährdet. Auch diese Initiative darf deshalb unter keinen Umständen den politischen Willen des Parlaments und des Bundesrates durchkreuzen.

Ich danke der Kommission, vor allem den beiden Herren Referenten und allen Sprechern, die sich hinter den Antrag des Bundesrates gestellt haben. In einem Punkt wollen wir der Initiative doch auch Gerechtigkeit widerfahren lassen. Sie ist das Kind einer andern Zeit. Die Unterschriften wurden im Jahre 1974 gesammelt, in einer Zeit also, da unsere Volkswirtschaft unter ganz anderen Voraussetzungen ihre Aufgabe erfüllen konnte. Zur gleichen Zeit – das wollen wir gleichzeitig beifügen – haben wir die 8. AHV-Revision durchberaten. Auch jene Revision trägt noch die Spuren einer andern volkswirtschaftlichen Situation. Damals dachte kein Mensch an eine Herabsetzung der Bundesbeiträge an die AHV. Im Gegenteil: Man rechnete damit, dass sich der Anteil der öffentlichen Hand an

den Versicherungsausgaben der AHV ab 1978 von 20 auf 25 Prozent erhöhen werde.

Wenn wir uns in diese Lage zurückversetzen, so wundert es uns nicht, dass die Initianten die erforderliche Unterschriftenzahl zusammenbrachten. Ob wohl jeder, der seine Unterschrift auf die Initiativbogen setzte, sich auch die Frage nach der Finanzierung stellte? Heute, glaube ich, würde es sich mancher anders überlegen als damals. Wir müssen uns der grossen Konsequenz dieser Initiative deutlich bewusst werden. Die Initiative verlangt die Herabsetzung des Rentenalters bei den Männern von 65 auf 60 Jahre, bei den Frauen von 62 auf 58 Jahre. Wie Ihnen der Bundesrat in der Botschaft darlegt, müsste diese Herabsetzung entweder mit einer Erhöhung der AHV/IV-Beiträge um über 3 Lohnprozente oder mit Leistungskürzungen von rund einem Viertel erkauft werden. Dieser Preis ist zu hoch. Wir können diesen Preis nicht bezahlen, weder durch die Wirtschaft noch durch die öffentliche Hand. Ich halte in diesem Zusammenhang fest: Es ist inkonsequent, dass man einerseits eine Initiative lanciert, die ganz deutlich – wie ich dies gesagt habe – Mehrkosten verlangt, und auf der anderen Seite zur gleichen Zeit gegen ein Finanzpaket antritt, das die Finanzierung dieser Sozialwerke sicherstellen und konsolidieren soll. Wenn Sie diese Begehren in Relation zu unseren intensiven Beratungen über die 9. AHV-Revision setzen, dann ist es meines Erachtens eindeutig, dass dieser Entscheid jetzt zu fällen ist, in nicht zu weiter Distanz zum 12. Juni. Auch das Volk wird die Zusammenhänge zwischen der 9. AHV-Revision und dem 12. Juni mitberücksichtigen und die entsprechenden Konsequenzen ziehen.

Darf ich noch auf zwei Probleme eingehen, die in der Diskussion mehrmals angesprochen wurden? Einmal auf den angeblichen Zusammenhang zwischen dem Rentenalter und der Arbeitslosigkeit. Die Annahme, mit einer Herabsetzung des Rentenalters könne man rund 150 000 Arbeitskräfte zum Rücktritt aus dem Erwerbsleben veranlassen, was mit einem Schlag jede Arbeitslosigkeit zum Verschwinden brächte, trifft leider nicht zu. Die Dinge verhalten sich anders. Es wurde bereits in der Debatte dargelegt, warum es nicht so ist. Ich will es noch einmal kurz festhalten. Es ist nicht zu erwarten, dass eine allgemeine Herabsetzung des Rentenalters jeweils gerade am richtigen Ort zu einer Entlastung des Arbeitsmarktes führt. Vor allem kann niemand garantieren, dass diese Entlastung dann auch von Dauer ist. Dazu kommt, dass wir diesen Rücktritt rechtlich nicht erzwingen können. Die Erfahrung zeigt aber – und das ist mit in diese Überlegungen einzubeziehen –, dass in der Rezession viele Betriebe solche Austritte benützen, um Arbeitsplätze durch Rationalisierung und Automatisierung zu ersetzen. Wir brauchen nur einen Blick in jene Länder zu werfen, die ein wesentlich niedrigeres Rentenalter als wir kennen und in denen die Arbeitslosigkeit gleichwohl ein Dauerproblem ist.

Zu einem zweiten Aspekt: Im Zusammenhang mit der vorliegenden Initiative wird auch über die flexible Altersrente gesprochen. Das ist legitim und gerechtfertigt. Die Initiative strebt ein neues, festes, reduziertes Rentenalter an. Wenn man dies nicht will, stellt sich trotzdem die Frage nach der flexiblen Rente. Das ist ein durchaus echtes Problem. Die Frage ist uns zur Prüfung überwiesen. Wir sind jedoch in den letzten Jahren – das wurde bei der Beratung der 9. AHV-Revision deutlich – wegen der Finanzierungsprobleme dazu gedrängt worden, uns primär mit der Konsolidierung zu befassen. Diese Frage war dringender als alle anderen Begehren zur AHV und musste unter allen Umständen gelöst werden. Wir waren deshalb nicht in der Lage, vor allem nicht mit dem jetzt zur Verfügung stehenden Apparat, das Problem des flexiblen Rentenalters abzuklären. Die flexible Altersgrenze ist nicht einfach zu verwirklichen, ihre Einführung stellt Probleme rechtlicher, finanzieller und praktischer Natur. Unsere AHV steht ja nicht allein in unserer sozialen Welt, sondern sie ist ein Element der 3-Säulen-Konzeption, und der Gesetzgeber ist in diesem Punkt nicht einmal völlig frei, sondern an die

Vorschriften des Verfassungsartikels 34quater gebunden, der die existenzsichernde Rente zum Ziele hat. Wäre aber eine vorgezogene Rente mit einem entsprechenden versicherungsmässigen Abstrich verbunden, dann stellte sich sofort das Problem: Ist die Existenzsicherung noch gewährleistet? Es könnte möglicherweise auch sofort die Folge eintreten, dass die Existenzsicherung wieder mit Ergänzungsleistungen und zusätzlichen Leistungen des Bundes und der Kantone finanziert werden müsste. Aber, Frau Nanchen, der Auftrag bleibt, wir haben Ihr Postulat angenommen, es ist uns zur Prüfung überwiesen. Wir haben heute auf der Traktandenliste ein ähnliches Postulat von Herrn Nationalrat Seiler, und wir kommen nicht darum herum, dieses Problem anzugehen. Ich wiederhole auch das Versprechen, das ich Ihnen in den Beratungen der Kommission gegeben habe, dass wir diese Frage zur Untersuchung entgegennehmen, wenn die 9. AHV-Revision unter Dach ist. Aber ich darf hier eine Nuance beifügen: Damals hatten wir deutlich gemacht, dass die 9. AHV-Revision in bezug auf die Finanzierung mit dem Finanzpaket vom 12. Juni verbunden sei. Jetzt ist wieder, leider, eine vordergründige, sehr dramatische Situation hinsichtlich der Finanzierung geschaffen, so dass ich mich, wie ich letzte Woche vor Ihrem Rat ausführen durfte und wie es Herr Nationalrat Müller ebenfalls ausführte, wiederum mit dem Problem «Wie finanzieren wir die Bundesleistungen?» auseinandersetzen muss. Ich möchte lediglich auf diese Nuance in bezug auf mein Versprechen hinweisen.

Nach diesen Bemerkungen, die eine Bestätigung dessen sind, was Ihre Herren Referenten und die Mehrzahl Ihrer Sprecher ausgeführt haben, fasse ich zusammen:

1. Ich bitte Sie, dem Antrag Ihrer Kommission, die ohne Gegenstimme dem Antrag des Bundesrates gefolgt ist, zuzustimmen.
2. Ich beantrage Ihnen, den Antrag von Herrn Nationalrat Carobbio abzuweisen, und ich bitte Sie auch, auf den Antrag von Herrn Oehen nicht einzutreten. Dazu noch drei Bemerkungen: Die Problematik der flexiblen Rente ist uns, wie Sie das jetzt mehrfach gehört haben, ohnehin zur Prüfung überwiesen. Wir haben Ihnen darüber zu gegebener Zeit Bericht und Antrag zu stellen. In bezug auf die Invalidenversicherung ist beizufügen, dass wir hier die flexible Rente natürlich kennen, wenn die Invalidität 60 Prozent und mehr beträgt. Wenn die Invalidität diesen Grad erreicht hat, ist die flexible Rente gewährleistet. Zweitens: Das flexible Rentenalter kann nicht mit der POCH-Initiative gekoppelt werden – das hat Ihre Kommission deutlich und im Einvernehmen mit unserer Botschaft festgestellt. Wir müssen diese Initiative auch aus formalrechtlichen Gründen sofort erledigen. Ich verweise auf die Fristen in Artikel 27 und 29 des Geschäftsverkehrsgesetzes. Schliesslich eine dritte Bemerkung: Es scheint mir politisch absolut unklug zu sein, irgendeinen Kompromiss in Richtung dieser Initiative anzustreben. Wir müssen jetzt im Zusammenhang mit der 9. AHV-Revision und nach dem Entscheid vom 12. Juni deutlich machen, dass das nicht möglich ist, was mit der Initiative gefordert wird. Viertens: Das Postulat von Frau Nanchen bleibt uns zur Prüfung überwiesen, wie ich das in der Kommission und hier wieder dargelegt habe. Ich danke.

Abstimmung – Vote

Für den Rückweisungsantrag Oehen
Dagegen

7 Stimmen
114 Stimmen

Titel und Ingress, Art. 1

Titre et préambule, art. 1

Angenommen – Adopté

Art. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission
Für den Antrag Carobbio

135 Stimmen
4 Stimmen

M. Loetscher: Le 8 octobre 1976, votre Conseil acceptait mon postulat relatif à la situation économique d'alors, situation qui posait de graves problèmes aux jeunes qui quittaient l'école et aux jeunes en général qui se voyaient condamnés au chômage. Je priais le Conseil fédéral de bien vouloir examiner l'opportunité d'abaisser l'âge de la retraite d'une année dans le cadre de la loi fédérale sur l'AVS, afin de libérer des places de travail.

Dans son message concernant l'initiative que nous venons de traiter, le Conseil fédéral propose de classer ce postulat:

- compte tenu du problème spécifique évoqué par le postulat, qui, soit dit en passant, n'exclut nullement la flexibilité;

- compte tenu du rôle qu'il pourrait jouer comme élément de politique conjoncturelle (je rappelle qu'en Allemagne fédérale, les experts de tous bords ne cessent de se casser la tête pour trouver un moyen de relancer la politique de l'emploi et que, du même coup, ils cherchent à ramener leur million de chômeurs à 850 000 d'ici la fin de l'année et que, pour ce faire, l'opposition, la CDU, préconise un abaissement de l'âge de la retraite à 63 ans pour les hommes et à 57 pour les femmes);

- compte tenu des expériences tentées à l'étranger pour transformer le chômage subi en retraite volontaire, permettant aux personnes âgées de bénéficier d'une pension de préretraite tout en libérant des emplois pour les jeunes;

- compte tenu que, malgré la légère reprise économique, de nombreux jeunes sont encore à la recherche de leur premier emploi (environ 30 pour cent des chômeurs se recrutent parmi les jeunes en Suisse);

- compte tenu enfin du fait que le problème reste posé et qu'il restera longtemps encore, je le crains fort, d'actualité, je demande au Conseil fédéral de bien vouloir maintenir ce postulat afin de l'étudier, par exemple dans le cadre de la 10e révision de la loi sur l'AVS ou alors en rapport avec le problème de la flexibilité de l'âge de la retraite si celui-ci devait être traité en priorité, ce que j'espère.

J'ose souhaiter que ma proposition aura l'agrément de votre Conseil et du Conseil fédéral. Je remercie d'avance M. le conseiller fédéral Hürlimann de bien vouloir accepter de donner une suite favorable à ma requête.

Bundesrat Hürlimann: Sie wissen, dass der Bundesrat in bezug auf die Entgegennahme von Postulaten grosszügig ist. Es braucht meiner Auffassung nach schon redlich viel, bis wir nicht bereit sind, eine uns unterbreitete Frage zu prüfen. Andererseits bitte ich um Verständnis dafür, wenn wir ein Postulat abschreiben möchten, dessen Anliegen wir bereits untersucht haben.

Ich führe nach jeder Session einen sogenannten Abteilungscheffrapport durch, bei dem ich mir die Buchhaltung über die pendenten Vorstösse unterbreiten lasse. Ich bin kein Freund von Pendenzen; deshalb dringe ich immer wieder darauf, sie möglichst rasch abzutragen.

Die Frage, die uns Herr Loetscher mit seinem Postulat überwiesen hatte, wurde geprüft. Sie kennen die Stellungnahme des Bundesrates aufgrund der Ausführungen in der Botschaft. Im jetzigen Zeitpunkt können wir die dort eingenommene Position nicht ändern. Das Anliegen ist aber damit nicht aus den Traktanden gefallen, weil es uns mit dem grösseren Problem des Postulates Nanchen übertragen worden ist. Aus Gründen der Oekonomie und der Bereinigung der vielen Vorstösse in meinem Departement bitte ich Sie, dem Antrag des Bundesrates auf Abschreibung dieses Postulates zuzustimmen.

Präsident: Kommission und Bundesrat beantragen, das Postulat Loetscher auf Herabsetzung des Pensionierungsalters abzuschreiben; Herr Loetscher beantragt, es sei aufrechtzuerhalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

44 Stimmen

Für den Antrag Loetscher

33 Stimmen

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusssentwurfes

133 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

76.094

Soziale Sicherheit. Uebereinkommen

Sécurité sociale. Conventions

76.095

Soziale Sicherheit.

Zusatzabkommen mit Luxemburg

Sécurité sociale.

Convention supplémentaire avec le Luxembourg

76.094

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 17. November 1976
(BBl III, 1317)

Message et projet d'arrêté du 17 novembre 1976 (FF III, 1345)

Beschluss des Ständerates vom 7. März 1977

Décision du Conseil des Etats du 7 mars 1977

76.095

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 17. November 1976
(BBl III, 1161)

Message et projet d'arrêté du 17 novembre 1976 (FF III, 1193)

Beschluss des Ständerates vom 7. März 1977

Décision du Conseil des Etats du 7 mars 1977

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion de l'article

M. Riesen-Fribourg présente, au nom de la commission, le rapport écrit suivant:

a. Trois conventions de l'Organisation internationale du Travail et du Conseil de l'Europe relatives à la sécurité sociale

Les trois instruments internationaux en cause sont les conventions 102 et 128 de l'OIT et le Code européen de sécurité sociale du Conseil de l'Europe. Il s'agit d'instruments de caractère normatif qui visent à déterminer, par référence au niveau des salaires des Etats qui les ratifient, le montant des prestations qui doivent être servies aux personnes protégées au titre des risques pour lesquels les instruments en question sont ratifiés. Il est précisé d'emblée que ces conventions ne peuvent être ratifiées que lorsque les systèmes de sécurité sociale des pays ratifiant suffisent déjà aux exigences qu'elles posent. Elles ne comportent pour la Suisse, en particulier, aucune obligation d'adapter ou de modifier sa législation de sécurité sociale.

Dans le cas de la convention 102 de l'OIT, de 1952, il s'agit d'un instrument englobant l'ensemble de la sécurité sociale, faisant obligation aux Etats qui la ratifient d'observer certaines normes minimales. Les pays désireux de l'appliquer ont la possibilité de n'en ratifier que des parties déterminées, d'autres pouvant l'être ultérieurement. La Suisse fait usage de cette faculté dans le cas présent, car

AHV-Alter. Volksinitiative

Age donnant droit à l'AVS. Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.028
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	883-895
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 815

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.